

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-sous-pression-des-USA-lance-un-mandat-d-arret-international-contre-Rafsandjani-pour-l-attentat-contre-l-AMIA>

L'Argentine -sous pression des USA- lance un mandat d'arrêt international contre Rafsandjani pour l'attentat contre l'AMIA.

Date de mise en ligne : samedi 11 novembre 2006

- Empire et Résistance -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Associated Press

Buenos Aires. Le jeudi 9 novembre 2006.

Un juge fédéral argentin a déclaré jeudi qu'il oeuvrait pour "l'arrêt international" de l'ancien président iranien Hashemi Rafsandjani et huit autres personnes pour l'attentat contre un centre culturel juif, l'AMIA, qui avait fait 85 morts et plus de 200 blessés en 1994 à Buenos Aires. Il n'a cependant pas précisé s'il avait délivré des mandats d'arrêt.

Un procureur spécial avait requis un mandat d'arrêt international, affirmant que le pire attentat terroriste jamais commis sur le sol argentin avait été orchestré par des dirigeants du gouvernement iranien et que son exécution avait été confiée à la milice du Hezbollah, basée au Liban et proche de Téhéran.

Le juge fédéral Rodolfo Canicoba Corral a dit avoir ordonné "l'arrêt international" de M. Rafsandjani et des huit autres personnes et qu'il tentait d'obtenir l'aide d'Interpol dans cette affaire.

Il n'a cependant pas précisé si des mandats d'arrêts avaient effectivement été délivrés.

Faisant état de preuves "sérieuses" impliquant les neuf suspects, il a déclaré avoir lancé une "exhortation internationale" à l'Iran pour que ses autorités honorent sa requête.

Le chargé d'affaires iranien à Buenos Aires, Mohsen Baharvand, a indiqué par téléphone à l'Associated Press que Téhéran s'opposerait à toute tentative d'arrestations contre Hashemi Rafsandjani et les huit autres accusés. Il a estimé que l'affaire était purement politique.

L'attentat à la voiture piégée contre l'AMIA (Association mutuelle israélite argentine), commis le 18 juillet 1994, est le plus sanglant de l'histoire commis sur le sol argentin. Régulièrement accusé par la communauté juive et plusieurs dirigeants argentins, le gouvernement iranien a démenti toute implication dans l'attentat.

Le ministère public argentin a requis la semaine dernière un mandat d'arrêt international contre Hashemi Rafsandjani, qui était président de l'Iran entre 1989 et 1997. Il dirige aujourd'hui le Conseil de discernement, plus haute instance d'arbitrage et de décision de la république islamique iranienne.

Le ministère public avait également requis des mandats d'arrêt contre plusieurs autres responsables iraniens dont Ali Fallahijan (ancien chef des renseignements), Ali Ar Velayati (ancien ministre des Affaires étrangères), ainsi que deux anciens commandants des Gardiens de la révolution iranienne, deux anciens diplomates, et un ancien chef de la sécurité du Hezbollah pour les affaires extérieures.

Le juge Canicoba Corral a confirmé qu'il recherchait précisément ces personnes, et a ajouté qu'il souhaitait également l'arrestation d'une dernière personne dont le nom n'avait pas été mentionné la semaine dernière, à savoir l'ancien ambassadeur iranien à Buenos Aires, Hadi Soleimanpour.